

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 26/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORANO MINING

route de soumont
34700 Le Bosc

Références : UD34/H3/MT/2026-013
Code AIOT : 0006600926

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement ORANO MINING implanté ROUTE DE SOUMONT 34700 Le Bosc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est consécutive aux arrêtés préfectoraux des 24 décembre 2025 de "mesures d'urgence" portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire, et du 30 décembre 2025 de mise en demeure de respecter les prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux superficielles.

Ces arrêtés préfectoraux ont été pris à la suite de l'incident débuté le 22 décembre 2025, de rejets d'eaux résiduaires non-traitées dans le milieu naturel (jusqu'au 29 décembre 2025) causé par les épisodes importants de pluie. Il est à noter que consécutivement à cette visite, un nouvel épisode de déversements non-conformes s'est déroulé à compter du 23 janvier 2026 suite à de nouvelles précipitations importantes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO MINING
- ROUTE DE SOUMONT 34700 Le Bosc
- Code AIOT : 0006600926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site minier uranifère de la société Orano Mining, qui n'est plus exploité depuis 1997 pour l'extraction et le traitement d'uranium, est soumis à la réglementation ICPE notamment au titre de son dépôt de résidus miniers, qui le classe sous la rubrique 1735 de la nomenclature (régime de l'autorisation).

L'établissement est en particulier réglementé par l'arrêté préfectoral n°2004-1-332 du 16 février 2004 relatif à l'arrêt définitif des travaux miniers et à l'utilisation d'installations classées pris au titre du Code minier et du Code de l'environnement, et par l'arrêté préfectoral n°2005-1-1111 du 16 mai 2005 dit "de 1^{er} donner acte" pris au titre du Code minier.

Ces arrêtés ont été modifiés par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 en ce qui concerne la surveillance des rejets du site (surveillance des eaux d'exhaures minières) et de son environnement (cours d'eau).

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déversements - Stratégie d'action	AP de Mesures d'Urgence du 23/04/2025, article 2.1 et 2.2	Prescriptions complémentaires	15 jours
2	Surveillance des eaux	AP de Mesures d'Urgence du 24/12/2025, article 2.3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Rapport d'incident	AP de Mesures d'Urgence du 24/12/2025, article 3	Prescriptions complémentaires	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traitement et rejet des eaux dans le milieu naturel	AP de Mise en Demeure du 30/12/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a conduit à constater que la société Orano Mining a pris des mesures organisationnelles et techniques pour rétablir au jour de la visite, le bon fonctionnement des installations, faire cesser les rejets d'eaux non-conformes et contrôler leur impact sur le milieu naturel.

Il est à noter qu'un nouvel arrêté préfectoral de "mesures d'urgence" a été pris en date du 23 janvier 2026, suite à un nouvel épisode de pluies importantes, qui impose notamment la réalisation d'une démarche "d'interprétation de l'état des milieux", qui devra permettre de répondre à l'évaluation des impacts sur l'environnement.

Cependant les éléments du rapport d'incident remis du 23 janvier 2026 et réactualisé le 23 février 2026, sont insuffisants au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral de "mesures d'urgence" du 24 décembre 2025, tant en ce qui concerne l'analyse de conséquences (sanitaires, environnementales...) qu'en ce qui concerne les mesures à prendre pour éviter qu'un incident similaire se reproduise.

Pour déterminer les mesures à prendre pour éviter qu'un incident similaire se reproduise, des études approfondies des équipements techniques du site, notamment concernant, la performance de la station de traitement et le dimensionnement des bassins, sont nécessaires pour prévenir tout risque de nouvel incident à l'avenir. La société Orano Mining a indiqué avoir prévu d'engager rapidement ces actions. L'inspection propose à Mme la préfète de prescrire ces études, incluant la mise à jour de l'étude d'impact, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déversements - Stratégie d'action

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 23/04/2025, article 2.1 et 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déversements - Stratégie d'action
Prescription contrôlée : <u>2.1 - Objectifs généraux</u> L'exploitant définit et met en œuvre, dès notification du présent arrêté, une stratégie précisant : <ul style="list-style-type: none"> • les actions nécessaires pour mettre fin aux déversements d'eaux résiduelles non traitées dans le milieu naturel ; • les actions pour la remise en service de la station de traitement des eaux résiduelles ; • les mesures afin d'assurer le bon fonctionnement en continu de la station de traitement des eaux du site (notamment contrôle du fonctionnement des équipements, de l'efficacité du traitement, de la disponibilité des stocks de réactifs suffisants, des matériels en cas de dysfonctionnement ou de panne, et du personnel compétent pour le pilotage de la station). Cette stratégie est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai de 48 heures à

compter de la notification du présent arrêté.

2.2 - Remise en service, surveillance des installations et gestion des bassins

L'exploitant définit et met en œuvre, dans les meilleurs délais, les actions nécessaires à la remise en service de la station de traitement ou tout autre moyen permettant de garantir des rejets aqueux conformes à l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 23 avril 2024. Après redémarrage de la station, l'exploitant met en œuvre les actions de surveillance du fonctionnement de celle-ci.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès la remise en service du traitement des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel.

Un examen des modes de gestion des eaux des bassins en fonction des exutoires (eaux superficielles voisines, station de traitement interne, stockage de résidus de traitement de minerais d'uranium classé sous la rubrique 1735, évacuation en installations de traitement de déchets) est réalisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté afin d'assurer la disponibilité des volumes utiles des bassins.

Constats :

La société Orano Mining a remis le 26/12/25 un document " Débordement de décembre 2025 - Stratégie de sortie de crise", relatif à sa stratégie d'actions, comme prescrit, dans le délai de 48h, par l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral de "mesures d'urgences" du 24/12/25.

Concernant les actions prévues par ce document, il a notamment été vérifié lors de la visite que les dispositions suivantes ont été mises en œuvre :

- du personnel a été mobilisé sur le site pour assurer quotidiennement la surveillance et la gestion des installations ;
- l'intervention de spécialistes/prestataires pour diagnostiquer les dysfonctionnements sur les pompes et le silo à chaux ;
- la remise en fonctionnement du traitement à la chaux, suite à la réparation de la vis sans fin d'alimentation en chaux et à la commande d'une nouvelle vis en réserve ;
- l'état des lieux des équipements en vue de pouvoir disposer de moyens de secours en cas de panne (la liste des matériels en stock et en commande a été communiquée le 16/01/26 à la DREAL consécutivement à l'inspection du 14/01/26).

Le document de "stratégie de gestion des eaux" demandé sous 15 jours par l'article 2.2 a été remis le 06/01/26. Ce document a ensuite été mis à jour par l'exploitant le 06/02/26 en application du second arrêté préfectoral de "mesures d'urgence" pris le 23/01/26.

La station de traitement a été remise en fonctionnement, avec la totalité des traitements, le 30/12/25. Les rejets aqueux, de la station de traitement, non conformes à l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 23 avril 2024 ont cessé le 30/12/25 (avant une reprise le 23/01/26, postérieurement à la visite, du fait d'un nouvel épisode pluvieux).

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les installations ont été conduites selon les principes généraux définis dans les documents de stratégie, par la gestion du niveau des bassins et de la station de traitement, et la mise en place d'une surveillance renforcée, afin de revenir à une

situation de rejets conformes. Il a été constaté le fonctionnement de la station de traitement, les niveaux de bassin suivants : R101 : 50,3% de 10 000 m³, R103 : 99,4% de 4 000 m³ (Bassin avant traitement – doit être en niveau haut constant), R113 : 80,7% de 50 000 m³ et R102 : 70,8% de 13 000 m³. L'exploitant a expliqué que le silo à chaux présentait un défaut d'étanchéité, dont la cause ne pourra être diagnostiquée, que par une intervention particulière de manutention et de travail en hauteur, réalisée sur plusieurs jours sans pluie.

Cependant, comme mentionné dans le rapport d'incident du 23 février 2026, la société Orano Mining prévoit de poursuivre son plan d'actions à court terme par une stratégie d'actions à moyen terme. L'inspection indique qu'elle devra permettre de définir :

- les moyens de pilotage/supervision des équipements (bassins, station...), notamment en ce qui concerne les capteurs/alertes de niveaux des bassins, des stocks de réactifs et des dysfonctionnements de la station;
- la mise en place d'un plan de maintenance préventive des équipements à l'issue d'un diagnostic approfondi des installations, dont le déroulement nécessite des délais supplémentaires selon la société Orano Mining.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les éléments d'analyses relatif à l'incident devront être complétés, dans le cadre d'un audit approfondi "à froid" des installations, pour la sécurisation de leur fonctionnement. Nous proposons à Madame la préfète de le prescrire par arrêté préfectoral complémentaire, selon le projet annexé au présent rapport.
Il est demandé à l'exploitant de faire part sous 15 jours (délai du contradictoire) à la DREAL de ses observations sur ce projet d'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/12/2025, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux

Prescription contrôlée :

2.3.1. Surveillance des rejets issus de la surverse vers le ruisseau du Mas d'Alary

La qualité des eaux déversées par surverse est contrôlée **par le biais de prélèvements journaliers et analyses** sur les paramètres visés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2024 susvisé jusqu'à la fin des déversements sans traitement des eaux résiduelles.

2.3.2. Renforcement de la surveillance des rejets de la station de traitement

La qualité des eaux de surface est contrôlée en aval du dispositif de traitement. La qualité des eaux doit être conforme aux valeurs limites définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2024 susvisé. Ces contrôles sont réalisés selon une fréquence de prélèvement quotidienne pendant une durée d'un mois pour les paramètres suivants :

- débit horaire,
- température,
- pH,
- Uranium dissous et particulaire,
- Radium 226 dissous et particulaire,
- Sulfates,
- Matières en suspension,
- Arsenic.

2.3.3. Surveillance des eaux superficielles

L'exploitant met en œuvre les prélèvements et analyses au niveau des points de surveillance de la rivière La Lergue et du ruisseau du Mas d'Alary mentionnés à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2024 susvisé et sur l'ensemble des paramètres mentionnés dans le même article, chaque jour jusqu'à la fin des déversements par surverse et pendant une durée de 15 jours à compter de la fin de ces rejets.

2.3.4. Transmission des résultats à l'inspection

L'exploitant met en œuvre tous les moyens techniques et organisationnels permettant de réaliser les analyses à fréquence journalière. Les analyses sont quotidiennes pour les paramètres pour lesquels il est techniquement possible de les mettre en œuvre.

Constats :

L'exploitant réalise les prélèvements et analyses prévues par l'arrêté préfectoral de "mesures d'urgence" et communique les résultats au fur et à mesure de leur réception à l'inspection. Un tableau de résultats des analyses et de suivi de l'incident est transmis quotidiennement.

Orano réalise les mesures de température, débit, conductivité, pH et Uranium. Parallèlement, ORANO transmet des prélèvements pour analyse par méthode normalisée, auprès du laboratoire ALGADE, pour l'Uranium dissous et particulaire, le Radium 226 dissous et particulaire, les Sulfates, les Matières en suspension et l'Arsenic. Ces analyses par laboratoire accrédité nécessitent un long délai.

Il fait apparaître que :

- le jour de l'inspection, les résultats par laboratoire accrédité n'étaient pas disponibles. Les bulletins d'analyses des premiers résultats, par laboratoire accrédité, ont été transmis ultérieurement à la visite, les 28 janvier 2026 et 02 février 2026 pour l'uranium et le radium sur des prélèvements jusqu'au 26 décembre 2025. Le tableau de résultats des analyses est incomplet ;

- les déversements d'eaux résiduelles non-traitées se sont produits entre le 22/12/25 et le 29/12/25 inclus depuis le bassin R101, le puits P37 et le "drain D tuilières" situé sous la couverture du dépôt de résidus. La concentration maximale relevée en Uranium, dissous + particulaire, a été de 20,29 mg/l par rapport à une valeur limite fixée à 1,8 mg/l par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2024 ;

- la valeur limite en Arsenic (0,025 mg/l) a été dépassée sur cette même période, au droit du déversement du puits P37 (valeur maximale atteinte: 0,097 mg/l);

- la station de traitement a connu des dysfonctionnements ayant occasionné des rejets non conformes pour le paramètre Uranium sur cette même période, avec un maximum atteint de 11,585 mg/l (U dissous + particulaire).

Nota: depuis le 23/01/26, des déversements d'eaux non traitées se sont reproduits suite à un nouvel épisode de pluies importantes et des débordements du bassin R101 et du puits P37 (actif jusqu'au 19 février 2026), avec en particulier des valeurs de concentration en Uranium de l'ordre de 2 à 5,5 mg/l au droit du P37 sur cette période, et de l'ordre de 12,7 mg/l, les 23 et 24/01/26 au droit de la surverse du bassin R101. Ces valeurs sont à confirmer par les résultats d'analyses en laboratoire. Il est à noter que consécutivement au second épisode de déversement un nouvel arrêté préfectoral de "mesures d'urgence" a été pris en date du 23/01/26 afin notamment de prolonger l'application de l'arrêté préfectoral du 24/12/25 en ce qui concerne la surveillance des rejets et des eaux superficielles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre la transmission des résultats des analyses en complétant les résultats des analyses réalisées par le laboratoire accrédité externe sur l'ensemble des paramètres et sur les périodes prescrites conformément à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence. L'exploitant transmet les bulletins d'analyses du laboratoire pour tous les paramètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 24/12/2025, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident

Prescription contrôlée :

Article 3 - Remise du rapport d'incident ou d'accident (R. 512-69 du code de l'environnement)
Dans les meilleurs délais et sans excéder 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.
Ce rapport précise, dans l'état des connaissances à la date de transmission :

- les circonstances et la chronologie de l'événement;
- le descriptif détaillé du mode de gestion des eaux sur le site accompagné de plans et de schémas explicatifs,
- les substances dangereuses en cause, en apportant des éléments chiffrés sur les quantités impliquées ;
- l'analyse détaillée et exhaustive des dysfonctionnements (matériels et/ou humains) et des causes profondes (notamment organisationnelles et/ou humaines) (par exemple de type arbre des causes) ayant conduit à cet événement, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues. Le rapport précise si ces dysfonctionnements et causes sont avérés ou supposés ;
- les conséquences sanitaires, environnementales, sociales et économiques, en apportant des éléments chiffrés ;
- les mesures d'urgence prises et les mesures prises ou envisagées pour pallier les effets de l'événement à moyen ou à long terme ;
- sur la base du retour d'expérience de cet événement et des précédents relevés

historiquement sur le site, les mesures prises ou envisagées pour dimensionner les ouvrages de gestion des eaux (bassins, station de traitement, dispositifs de relevage ou de pompage) de manière à prévenir toute récurrence d'un événement similaire.

Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires. Les résultats des éventuelles expertises et les rapports associés sont joints au rapport d'analyse. Le rapport d'analyse de l'événement est tenu à jour. Le cas échéant, l'exploitant transmet les mises à jour du rapport au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le rapport d'incident a été remis par l'exploitant le 23/01/26 (puis réactualisé le 23/02/26).

Il fait en particulier apparaître qu'entre le 22 et le 29 décembre 2025 l'incident a conduit au rejet de 1595 kg d'Uranium, et de 1,7 kg d'Arsenic, en supplément des quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2024 sur cette période.

Les conséquences environnementales et sanitaires de ces rejets devront être étudiées par l'exploitant dans le cadre d'un étude d'interprétation de l'état des milieux (IEM), dont la réalisation a été prescrite par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2026.

Le rapport indique en ce qui concerne les causes structurelles de l'incident, qu'au regard des volumes d'eaux à traiter, les capacités de stockage et/ou traitement disponibles étaient en tout état de cause insuffisantes pour faire face à la situation.

Comme mentionné dans le rapport d'incident du 23 février 2026, la société Orano Mining prévoit une stratégie d'actions à court, moyen et long terme. L'inspection indique que l'ensemble de ces mesures doit permettre de définir les adaptations à apporter à la conduite des installations sur les plans technique et organisationnel, ainsi qu'aux ouvrages et équipements de gestion des eaux (en particulier du point de vue de leur dimensionnement), en tenant compte du retour d'expérience de cet incident et de l'historique des incidents de ce type.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan d'actions à long terme prévu par la société Orano Mining dans le rapport d'incident doit être mis en œuvre, afin d'analyser les mesures correctives à mettre en œuvre sur le site pour éviter la survenue d'un incident similaire à l'avenir, en tenant compte en particulier du contexte de changement climatique (épisodes de pluies plus intenses). L'inspection propose donc à Madame la préfète, comme indiqué au constat 1 du présent rapport, d'imposer à la société Orano Mining la réalisation d'un plan d'actions pour la sécurisation des installations et un plan de gestion d'aléas susceptibles de générer des rejets d'eaux non-conformes dans le milieu naturel. Les délais prévus dans le projet d'arrêté pour la remise de ces études, incluant la réalisation d'une tierce expertise sont compris entre 3 et 12 mois.

Il est demandé à l'exploitant de faire part sous 15 jours (délai du contradictoire) à la DREAL de ses observations sur ce projet d'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Traitement et rejet des eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/12/2025, article 1

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejet des eaux dans le milieu naturel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Orano Mining dont le siège est situé 125, avenue de Paris à Châtillon (92320), est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes relatives au traitement et rejet des eaux, aux valeurs limites et surveillance des eaux résiduaires :</p> <p>- les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-1-332 du 16 février 2004 :</p> <p>Le réseau de collecte des eaux en provenance des travaux miniers souterrains et des eaux de ressuage des zones de stockage des résidus de traitement du minerai est raccordé à une unité de traitement des eaux. Le rejet de ces eaux dans le milieu naturel ou dans un réseau d'eaux usées urbaines, sans traitement permettant de respecter les normes de rejet fixées ci-après, est interdit en toute circonstance ;</p> <p>- les prescriptions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-1-332 du 16 février 2004 :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter les rejets au milieu naturel ;</p> <p>- la valeur limite des paramètres de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2024-04-DRCL-0167 du 23 avril 2024 :</p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé : le rejet d'eaux résiduaires après traitement (au niveau du point « REJLER ») respecte les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau ci-dessous.</p> <p>Le délai pour respecter cette mise en demeure est de 10 jours. Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, les conditions de rejet et de traitement des eaux résiduaires ont été remises en conformité avec l'arrêté préfectoral du 23 avril 2024 (cf. constat 2 du présent rapport).</p> <p><i>Nota: le plan d'actions pour la sécurisation des installations et un plan de gestion d'aléas susceptibles de générer des rejets d'eaux non-conformes, que l'inspection propose d'imposer par arrêté préfectoral complémentaire (cf. constats 1 et 3 du présent rapport) doivent permettre à l'exploitant de respecter, à terme, les dispositions de la mise en demeure du 30/12/25.</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>